Nouvelles locales du jeudi 12 janvier 2012

@rib News, 12/01/2012 | Politique- L'ADC-Ikibiri accuse le Gouvernement burundais de manipuler les pays de la sous-région dans le but d'arrêter les membres des partis de l'opposition qui font des déplacements dans ces pays. L'ingénieur Ngendakumana, président en exercice de cette coalition, a fait savoir que le président du parti MSD Alexis Sinduhije aurait été arrêté en Tanzanie suite à cette manipulation de la part du Gouvernement burundais. Il souligne que la coalition a de l'espoir de voir Sinduhije libéré bientôt par la police tanzanienne qui le détient depuis ce mercredi soir [Isanganiro/Rpa/Bonesha]

Justice- Les avocats d'Hassan Ruvakuki espèrent que la Cour d'appel de Gitega va répondre favorablement à leurs revendications concernant la récusation du tribunal de grande instance de Cankuzo. Ils affirment que tout le monde voit que les revendications sont fondées. [Rpa/Bonesha]- La population de Cankuzo affirme qu'elle n'est pas au courant de la présence de groupes de terroristes comme tend à l'affirmer les accusations portées contre certaines personnes y compris le journaliste. Elle affirme que la sécurité est bonne puis qu'elle peut circuler librement même la nuit sur de longues distances à pied, à moto, à vélo ou encore en véhicule. Si la sécurité était menacée par ces groupes terroristes, la population devrait avoir peur et se cacher surtout pendant la nuit. Certaines personnes vont jusqu'à se demander si les accusations de collaboration avec les groupes terroristes ne seraient pas des montages. [Rpa]- Zéphirin Nzoyisaba, cet étudiant de l'Université du Burundi qui est accusé de détention illégale d'armes, a comparu avec ses coaccusés devant la chambre de conseil pour statuer sur leur détention. Mais, ils n'ont pas été entendus puisque leurs avocats n'avaient encore pris connaissance des accusations portées contre eux. [Isanganiro/Rpa]- L'avocat du député Manassé Nzobonimpa se dit étonné par la décision du Parquet général de la République de suspendre les enquêtes sur le dossier de cahiers ougandais. Il dit que ce comportement est étonnant car le procureur devrait plutôt protéger les intérêts du pays. Il ne comprend pas non plus cette décision du fait que le procureur n'a pas interrogé le député Manassé Nzobonimpa. Cela étant, il ne va pas abandonner les procédures, il va saisir le Tribunal de la Communauté africaine puisqu'il en a le droit. [Bonesha/Rpa] Sécurité- Dans le quartier Ruyigi de la commune urbaine de Kinama, un corps sans vie d'un nouveau-né a été découvert dans un dépôt d'immondices par des enfants qui allaient y chercher du charbon. Ils ont appelé au secours après avoir constaté qu'un des sacs contenait un corps humain. Le nouveau-né a été poignardé et jeté dans cet endroit. Le corps n'a pas encore été identifié, ni l'auteur des faits. Le chef du quartier demande qu'un système d'identification des personnes qui habitent les quartiers soit mis en place. Cela permettrait de contrôler leurs mouvements. [Rpa]- Le gouverneur de la province de Ruyigi affirme avoir demandé à l'administrateur de Gisuru, en tant que l'autorité hiérarchique du chef de zone qui est accusé de maltraiter la population, de mener des enquêtes. Si le rapport de cette autorité concorde avec les accusations, ce chef de zone sera puni administrativement et aussi judiciairement puisque la population aura droit d'aller introduire une plainte au niveau de la justice. Il affirme qu'il a pris cette décision car les accusations peuvent être des mensonges. [Bonesha/Rpa]- Trois femmes sont incarcérées au cachot de la police de Rumonge pour avoir raciné des plants de fruits que leurs voisins avaient plantés. Ces trois femmes ont été chassées des maisons qu'elles occupaient pour les attribuer aux rapatriés. Ces derniers habitent dans ces maisons alors que ceux qui ont été chassés sont à l'extérieur et continuent de cultiver les champs. [Rtnb]- Une femme d'un officier est incarcérée dans le cachot de la police à Bubanza pour n'avoir pas voulu partager les biens laissés par son mari avec les soi-disant enfants de son défunt mari. Elle ne comprend pas comment des enfants non enregistrés peuvent venir réclamer les biens laissés par son mari, et ce avec la complicité du procureur de la République à Bubanza et du député Pascal Nsesema qui n'est même pas de la famille de son défunt mari. Mais ce député fait savoir qu'il a l'affaire au profit du parquet de la République à Bubanza. L'association des femmes épouses des militaires demande que cette femme soit relâchée pour aller s'occuper de ses enfants. [Rpa] Education - Le directeur provincial de l'enseignement à Bubanza affirme qu'il n'y a pas usage de la force dans la collecte des fonds destinés à la construction du bureau d'enseignement dans cette province. Mais, les enseignants ne le voient pas de cet œil surtout que des formules imprimées qui sont en train d'être distribuées ne font qu'aggraver la crainte de ces derniers qui y voient une menace d'intimidation pour quiconque ne paiera pas cette somme égale à un salaire mensuel de chacun qui doit être payé en tranches suivant les capacités du contribuable. [Rpa] Sociétés- Le représentant de la COSYBU affirme que la mesure de suspendre les primes que les entreprises parapubliques donnaient à leurs employés en fin d'année est injuste puisque certains avaient déjà perçu ces primes. Il faut alors que les autres en bénéficient. De plus cette mesure va développer l'esprit de fétichisme puisqu'ils ne seront plus motivés. Le motif que le deuxième vice-président a avancé comme les caisses de l'Etat sont vides n'est pas du tout convainquant puisque les mêmes autorités affirment que les caisses de l'Etat se portent bien. D'ailleurs, s'il faut des mesures austères, elles doivent frapper tout le monde. [Rpa]